

Fin de la crise de l'euro

Le danger de l'explosion de la zone euro a-t-il disparu ?

Oui l'Europe semble sortie de la crise de sa monnaie. Mais on n'est sorti ni de la crise économique, ni de la crise de l'Europe.

On aurait pu en 2008 mettre en œuvre une unification de la politique fiscale. C'est aujourd'hui impossible car les écarts se sont approfondis au point que l'Allemagne veut réduire les impôts au moment où la France les accroît.

Le récent sommet européen a-t-il fait avancer l'Europe ?

A ce sommet Hollande voulait obtenir l'Union bancaire et Merkel voulait le contrôle des budgets nationaux.

Les 27 devaient traiter aussi des modalités d'intervention en Espagne. Comment aider ce pays tout en évitant l'intervention de la Troïka et particulièrement du FMI dont l'Espagne ne veut pas.

Il devait enfin décider d'un nouveau délai pour la Grèce. Rien n'a vraiment été tranché sur tous ces points. Mais des progrès en direction de l'Union bancaire ont été réalisés.

L'Union bancaire est-elle vraiment en marche ?

Oui, cette Union bancaire est destinée à mettre en œuvre une solidarité entre les 6.200 banques européennes. L'Allemagne souhaitait limiter la suprématie de la BCE aux seules banques systémiques ce qui permettait d'écarter les banques régionales allemandes. Elle a abandonné cette demande. Certes on accélère l'Union bancaire en fixant une échéance au 1^{er} janvier 2013 pour la mise en place du dispositif. Mais le vrai démarrage de l'Union bancaire ne se fera qu'au courant de l'année 2014. L'Espagne qui espérait faire recapitaliser ses banques par le MES devra supporter sur son budget ces recapitalisations.

Le projet d'Union bancaire comporte plusieurs aspects sur lesquels des décisions doivent encore être prises: quel sera le mode d'emploi en cas de difficultés, comment recapitaliser les banques en évitant les pertes de temps, va-t-on instituer un système unique de protection des dépôts des clients. Il faudra aussi décider une fois pour toutes si on scinde les banques entre activités commerciales et activités de marché.

Et qu'a-t-on décidé en matière de contrôle des budgets nationaux ?

Cette idée d'un contrôle des budgets nationaux par l'Europe, chère à Madame Merkel, n'est pas admise par François Hollande qui ne l'envisagerait que si des ressources supplémentaires étaient allouées par l'Europe ou si on créait les eurobonds. C'est dans cette perspective que Wolfgang Schauble, le ministre des finances de Madame Merkel, avait évoqué la possibilité de créer un ministère européen des finances qui aurait un droit de regard sur les budgets des 27 états. M. Schauble aurait sans doute été un excellent candidat pour cette fonction. Mais l'Allemagne devra patienter.

L'Europe est sortie de la phase dangereuse du danger existentiel. Mais d'autres menaces ne vont-elles pas apparaître ?

Oui et pour commencer l'opposition potentielle entre les contributeurs nets Allemagne, Royaume Uni, Suède, Finlande, Pays Bas et Autriche et les cigales du sud. David Cameron a déjà menacé d'utiliser son veto alors qu'il bénéficie d'un rabais sur les cotisations de son pays.

Deuxième risque : l'opposition entre les 17 de la zone euro et les dix autres pays qui sont dans l'Union mais pas dans l'euro. Ainsi les banques de la zone euro sont privilégiées par le MES, mais les pays ou des de cette zone seront seuls soumis à la taxe sur les transactions financières. Le marché financier européen a cessé d'être homogène et la prééminence de la City londonienne est en danger.

Les propositions de Louis Gallois sont-elle compatibles avec cette évolution européenne ?

J'irais plus loin. La marche forcée vers la compétitivité qu'il propose me paraît indispensable au maintien de la France au niveau des pays moteurs de l'Europe.

Louis Gallois, ancien patron de la SNCF et de EADS, dont je rappelle que ce rapport lui a été demandé par le gouvernement socialiste, propose de créer un choc de compétitivité étalé sur deux ou trois ans de 30 milliards.

Les cotisations patronales seraient diminuées de 20 milliards et les cotisations salariales de 10 milliards. Parallèlement il propose une baisse massive des dépenses publiques bien supérieures aux 10 milliards prévus dans le projet de budget. Ces mesures seraient accompagnées d'une hausse légère de la CSG et de la TVA. Il rejoint sur cette proposition la conclusion du rapport de la Cour des Comptes dont la rigueur et l'objectivité n'ont jamais été contestés.

Gallois ajoute aussi une taxe écologique sur le diesel mais annonce clairement que la France doit s'appuyer sur deux ressources énergétiques essentielles, le nucléaire et le gaz de schiste.

Enfin, dans une sorte de compensation politique, les syndicats obtiendraient d'avoir une voix délibérative dans les conseils d'administration.

Le gouvernement aura-t-il le courage de prendre en compte les sages recommandations de Louis Gallois ? Quand on voit le triste sort réservé par de précédents gouvernements aux rapports Attali sur les réformes ou Pébereau sur la dette, on peut craindre que le conservatisme l'emporte ...comme d'habitude !